



## Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »

Le Temps de l'histoire

13 | 2011

Les "bagnes d'enfants" en question

---

### Sophie Victorien, *Jeunesses malheureuses, jeunesses dangereuses*

Dominique Dessertine

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3262>

ISSN : 1777-540X

#### Éditeur

Presses universitaires de Rennes

#### Édition imprimée

Pagination : 172-175

ISSN : 1287-2431

#### Référence électronique

Dominique Dessertine, « Sophie Victorien, *Jeunesses malheureuses, jeunesses dangereuses* », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 13 | 2011, mis en ligne le 30 décembre 2011, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3262>

---

Ce document a été généré automatiquement le 6 mai 2019.

© PUR

---

# Sophie Victorien, *Jeunesses malheureuses, jeunesses dangereuses*

Dominique Dessertine

---

## RÉFÉRENCE

Sophie Victorien, *Jeunesses malheureuses, jeunesses dangereuses. L'éducation spécialisée en Seine-maritime depuis 1945*. (Préface de Yannick Marec et Jean-Claude Vimont.), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 317 p., ISBN : 2753512833

- 1 Ce livre, issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2009, se centre sur une période assez peu abordée jusque-là par les historiens de l'éducation spécialisée, qui, même quand ils se sont penchés sur les années de mise en place de l'ordonnance de 1945, ne se sont guère aventurés au-delà des années 1970. Il permet donc d'aborder les années les plus récentes.
- 2 Comme toute monographie, il se limite à un terrain restreint, un département, mais qui se révèle un terreau riche pour le sujet, autour de deux villes dynamiques. L'auteure souligne bien la spécificité de la Seine-Inférieure, marquée par l'ampleur des destructions de la seconde guerre mondiale, caractérisée aussi par la quasi-absence de structures publiques pouvant prendre en charge l'enfance irrégulière et par la disparition des anciennes structures privées du XIX<sup>e</sup> siècle, victimes de la politique de laïcisation ou des difficultés de l'entre-deux-guerres. Les institutions ne sont jamais assurées de pouvoir se perpétuer et il est intéressant de le rappeler...
- 3 En 1945, au moment où l'effort du pays se porte sur la Reconstruction mais aussi sur l'enfance et la jeunesse, tout est donc à construire en Seine-Inférieure. La Sauvegarde de Normandie est la dernière de France à se mettre en place en 1947 alors que beaucoup de régions s'en étaient dotées dès 1943. Sophie Victorien suit donc pas à pas la mise en place, sur un terrain vierge, d'un secteur privé foisonnant, qui reste longtemps la caractéristique de ce département. Grâce à son patient talent de recherche d'archives qu'elle contribue à sauvegarder et à mettre en valeur, elle fait émerger les portraits des fondateurs : le père Daubeuf, à la tête de la dynamique association catholique de Rouen ;

l'Entraide Sainte-Marie, qui intervient sur plusieurs fronts ; et le Quaker André Collet, du Havre, sans doute lancé dans une expérience unique en France pour son groupe religieux, d'ouverture d'un foyer, au château de Beuzevillette, près de Bolbec.

- 4 Dans une première partie consacrée aux « moyens » de l'intervention, l'auteure met en valeur, entre autres, la forte implication des fonctionnaires départementaux dans les œuvres lancées par les fondateurs, appuyés sur les réseaux de la bourgeoisie locale. Certes, il ne s'agit plus, comme au début de la III<sup>e</sup> République, d'une symbiose étroite entre les grands serviteurs de l'Etat, ministres ou députés, et la philanthropie privée, mais d'un investissement déterminant des directeurs de la Population ou de la Santé. Le docteur Pierre Bianquis, par exemple, directeur départemental de la Santé publique, est vice-président de l'association de Thiétreville (logis Saint-François, premier internat de rééducation de Normandie), président de l'ARSEAN (Sauvegarde de Normandie), et devient secrétaire général de l'UNAR (Union nationale des associations régionales de Sauvegarde). Les institutions privées ne fonctionnent qu'avec les ressources de l'argent public, celles des caisses d'allocations familiales pour les premiers investissements, celles des prix de journée (Justice, Sécurité sociale ou Affaires sociales) pour les dépenses de fonctionnement. L'auteure rappelle qu'en 1945, les IPES (Institutions publiques de l'Éducation surveillée) sont dix fois moins nombreuses que les œuvres privées habilitées à recevoir des délinquants. Elle analyse aussi les rapports de ces œuvres avec la Sauvegarde, qui reprend en gestion celles qui sont en difficulté, démarche qui sera interdite ultérieurement aux CREA, à la suite de la circulaire Badinter-Bérégoz de 1984. Sophie Victorien insiste particulièrement, et cet apport est précieux, sur la construction des foyers de semi-liberté (foyers de l'Aubette, des Terrasses à Bois-Guillaume, etc.) qui taraude les directeurs conscients de l'insuffisance d'une rééducation limitée à 14 ans, ignorant la formation professionnelle et ne facilitant pas l'accès à la vie autonome. Ils sont très vite débordés, bien que n'étant destinés qu'aux garçons. Le sort des filles ne mobilise pas le milieu éducateur et elles continuent d'être placées dans les deux Bon Pasteur du Havre et de Rouen, qui sont multifonction, avec leurs secteurs « école primaire », « collège » et « rééducation », et peu ouvertes à la modernité, si l'on en juge par les quelques références disponibles en l'absence de sources originales.
- 5 L'intérêt de l'ouvrage tient à la qualité des archives exploitées par l'auteure qui lui permettent une « rencontre » (titre de la 2<sup>e</sup> partie) avec des pensionnaires des internats ou des foyers de semi-liberté, jeunes marginaux, issus des quartiers difficiles (dont le quartier de la Croix-de-Pierre de Rouen) ou des banlieues nouvelles des années 1970. À une époque où blousons noirs puis loubards défraient la chronique, sont ainsi présentés ces adolescents au long passé tourmenté. Les mutilations, les violences sont la traduction de profondes souffrances. Parfois tatoués, souvent pleins d'une verve haineuse, ou enfermés dans un mutisme douloureux, ils se révèlent très souvent inaptes, malgré la rééducation, à juguler leur mauvais départ dans la vie. Le souci, louable, de l'auteure, de suivre les jeunes à leur sortie du dispositif se heurte, comme toujours dans ce type d'étude, à l'absence de sources. Seuls réapparaissent ceux qui se retrouvent impliqués dans des faits-divers relatés par la presse. On retrouve aussi, grâce aux archives des institutions, quelques autres, mieux adaptés, qui donnent de leurs nouvelles au directeur, manifestant ainsi, au-delà de leur propre personne, l'impact d'un séjour en internat sur le devenir de toute une vie. L'auteure montre bien aussi que la lecture qui est faite alors des origines de la délinquance, si elle n'est plus tributaire du concept de l'hérédité criminelle, reste une lecture par l'habitat et par la famille. Ce n'est guère qu'avec les années 1970 que

les éducateurs prendront en compte les ressources socioprofessionnelles du milieu d'origine du jeune.

- 6 Enfin, dans une dernière partie, l'auteure traite du personnel d'encadrement, directeurs déjà évoqués en tant que fondateurs, éducateurs aux prises avec un métier en voie de structuration. Elle décrit les méthodes catholiques et scoutes des fondateurs (« Chef Sicot », la fondatrice du foyer Saint-François) et le rôle de formateur dans lequel s'engagent certains comme Raymond Kervarec, de la « tendance laïque » qui commence au début des années 1960 à former des directeurs d'établissements et à envoyer les jeunes éducateurs suivre des stages à l'école d'Epinay-sur-Seine. Le dernier chapitre est sans doute le plus neuf, parce qu'il s'attache à l'évolution récente du secteur. Le plan de l'ouvrage étant thématique, c'est dans ce chapitre 9 qu'apparaissent les grandes mutations de l'éducation spécialisée. Ébranlées déjà en 1958 par la mise en place du milieu ouvert qui amorce une remise en question des internats, puis en 1968 par la contestation des méthodes autoritaires et le refus du contrôle social, les institutions d'accueil des « jeunes malheureuses, jeunes dangereuses » se trouvent confrontées à la crise économique qui marque la fin des Trente Glorieuses. Sophie Victorien évoque les dénonciations de la violence institutionnelle relayées par la télévision et suit aussi les efforts d'adaptation des hommes et des institutions, les prémices du travail avec les familles, et les débuts de la prévention spécialisée, à partir du club de boxe de la Croix-de-Pierre.
- 7 Ce livre offre ainsi une plongée vivante dans un univers que l'on voit se construire peu à peu dans les années 1950, et se diversifier sans cesse pour répondre aux multiples besoins. Sophie Victorien analyse de près l'équilibre délicat de ces institutions partagées entre leur volonté de liberté et d'autonomie et les nécessités du contrôle qu'exige leur statut d'œuvres privées assumant une mission de service public. Elle montre ce que cette histoire très contemporaine doit aux hommes qui l'ont portée, fondateurs, responsables administratifs ou associatifs, éducateurs, qui pendant longtemps ont pu bénéficier d'une bonne marge de manœuvre.